REPUBLIQUE FRANÇAISE — ELECTIONS LEGISLATIVES — 1re CIRCONSCRIPTION MARNE — JUIN 1981



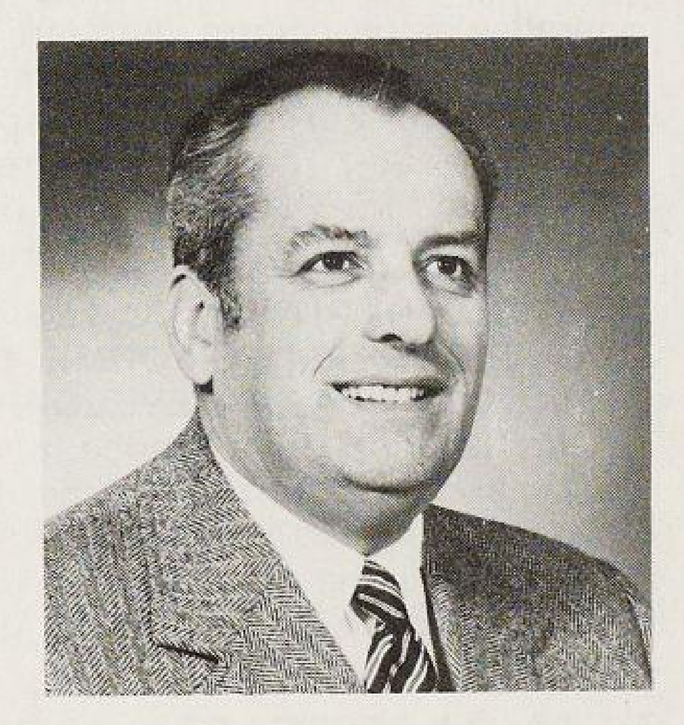
Jean-Louis SCHNEITER

48 ans - Marié et père de trois enfants
Courtier en Vins de Champagne
Chevalier de l'Ordre National du Mérite
Croix de la Valeur Militaire - 2 citations
Député de la Marne depuis 1978
Conseiller régional de Champagne-Ardenne
Administrateur du Parc Naturel Régional de la Montagne de Reims
Membre de la Commission des Finances de l'Assemblée Nationale - Membre de la Délégation parlementaire auprès des Communautés européennes - Membre de l'intergroupe parlementaire pour la liberté de l'enseignement.

Union pour une Nouvelle Majorité

Albert VECTEN

55 ans - Marié, père de 9 enfants - Agriculteur à Muizon.
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier des Palmes académiques.
Maire de Muizon (depuis 1953) - Vice-Président du District rural de Gueux - Vice-Président du Conseil Général de la Marne - Conseiller Régional de Champagne-Ardenne.
Promu Vice-Président de l'Agence d'Urbanisme de Reims et de sa région - Administrateur des Caisses centrales de la Mutualité Sociale Agricole. Président de la Coopérative d'H.L.M. Champagne-Ardenne.
Administrateur de la Caisse Régionale du Crédit Agricole, de la Coopérative Agricole de l'arrondissement de Reims.



Suppléant éventuel

Il y a trois ans, vous m'avez élu à l'Assemblée Nationale et, dans toutes les circonstances de mon mandat, je me suis efforcé de me montrer digne de votre confiance.

Je vous ai rencontrés, écoutés, aidés. J'ai travaillé avec vos élus et vos représentants. Je me suis battu pour le développement de notre ville et de notre région.

Aujourd'hui, avec vous, je suis prêt à continuer le combat pour éviter les bouleversements que nous promettent certains candidats et pour contrôler et orienter l'action du Président de la République et de son Gouvernement.

Merci de votre aide et de votre confiance

LES DIX PRINCIPES FONDAMENTAUX POUR UNE NOUVELLE MAJORITE

1) LA FRANCE DOIT SAUVEGARDER SON INDEPENDANCE

La Ve République a restauré l'indépendance de notre pays. Seule une France indépendante qui, dans le respect de ses alliances traditionnelles, conserve sa pleine autonomie de décision, peut assumer dans le monde la mission de paix que lui confèrent son histoire et sa culture.

2) LA DEFENSE NATIONALE DOIT ETRE RENFORCEE

Il importe qu'au prix d'un effort permanent, nos moyens de défense et, en particulier l'arme nucléaire, soient modernisés et développés, de sorte que la dissuasion demeure au niveau requis pour le maintien de la paix. De plus, en reconnaissant pleinement la place de l'armée dans la nation, en rénovant le service national fondé sur la conscription, il faut encourager l'esprit de défense chez nos concitoyens.

3) LA CONSTRUCTION EUROPEENNE DOIT ETRE RENFORCEE

Faute d'une volonté commune, l'Europe risque de s'enliser dans les rivalités nationales et les querelles de procédure. Il appartient à la France de prendre les initiatives nécessaires pour relancer la Communauté Européenne. Il importe de renforcer la coopération politique entre les Etats qui composent la Communauté et d'accroître sa cohésion économique, monétaire et sociale.

4) LA SOLIDARITE AVEC LES PAYS PAUVRES DOIT PRENDRE LA FORME D'UNE GRANDE ALLIANCE POUR LE DEVELOPPEMENT

La tradition de la France, patrie des droits de l'homme et du droit des gens, l'aspiration de la jeunesse française à s'engager au service de causes généreuses nous commandent de nous mobiliser face au drame que vit une grande partie de l'humanité.

5) LA LILBERTE ET LA RESPONSABILITE DOIVENT ETRE LES MOTEURS D'UNE ECONOMIE DE PROGRES

La France est confrontée, dans une situation de forte concurrence internationale, au double défi du chômage et de l'inflation. Il faut maintenir résolument le principe de l'ouverture de la France sur le monde extérieur. Il faut à la fois développer les capacités d'innovation et de création, libérer les forces vives de l'économie et aménager les conditions de travail.

6) LE DIALOGUE SOCIAL EST LA CONDITION DU SURSAUT NATIONAL

L'Etat ne doit pas céder à la tentation de tout décider seul.

La politique contractuelle doit être systématiquement étendue ; les mesures exceptionnelles exigées par les difficultés économiques et sociales du pays ne doivent être prises qu'après des discussions approfondies avec les syndicats, les organisations professionnelles, les associations familiales, etc. Dans plusieurs domaines, des conférences annuelles de concertation avec les partenaires sociaux doivent être instituées.

7) LA SOCIETE FRANÇAISE DOIT DEVENIR PLUS FRATERNELLE ET PLUS HUMAINE

La crise économique durcit les égoïsmes et risque d'aggraver les inégalités. Il faut poursuivre l'effort de réduction des inégalités excessives. Les mesures d'assistance doivent être écartées.

Il faut renforcer la solidarité entre les différentes catégories de Français, en faveur des personnes âgées, des handicapés, de tous ceux pour qui le monde va trop vite et trop fort.

8) LA FISCALITE DOIT ETRE REFORMEE

Au fil des ans, la fiscalité française devient de plus en plus compliquée. Il faut donc réexaminer le fonctionnement et la structure du système fiscal. Globalement, la pression fiscale doit diminuer.

9) LES POUVOIRS DE LA PUISSANCE PUBLIQUE DOIVENT ETRE REDISTRIBUES AU PROFIT DES REGIONS, DES DEPARTEMENTS ET DES COMMUNES

Une vraie réforme régionale doit être réalisée sans tarder, de manière à donner aux Etablissements Publics Régionaux la pleine responsabilité de la réalisation des équipements publics, ainsi que de larges attributions en matière d'aide aux P.M.E. et à l'artisanat, d'emploi et de formation, d'urbanisme ou d'expression culturelle.

10) LA FAMILLE DOIT BENEFICIER D'UN NOUVEL EFFORT DE SOLIDARITE

La famille qu'ébranlent parfois les transformations des mœurs et du monde, constitue le point d'ancrage le plus solide, aussi bien de l'individu que du corps social. Les Françaises et les Français sont profondément attachés à la vie familiale. Tout doit donc être fait pour la préserver et en favoriser l'épanouissement.

La concertation avec les associations familiales permettra de définir les priorités de l'action à mener.

●●●

Je suis sûr que le choix des Français, les 14 et 21 juin ouvrira pour la France un avenir de prospérité, de solidarité et de liberté.

Vu : le candidat

Dès le premier tour, le **DIMANCHE 14 JUIN,**
votez massivement pour une équipe :

Jean-Louis SCHNEITER - Albert VECTEN

NIC - Bétheny/Reims